



Jean-François Sabouret (dir.)

**L'Asie-monde**  
Chroniques sur l'Asie et le Pacifique 2002-2011

CNRS Éditions

---

## Relations Taïwan-Chine : la nouvelle politique chinoise de Ma Ying-jeou

Frank Muyard

---

DOI : 10.4000/books.editions-cnrs.11923  
Éditeur : CNRS Éditions  
Lieu d'édition : CNRS Éditions  
Année d'édition : 2011  
Date de mise en ligne : 20 août 2019  
Collection : Science politique  
ISBN électronique : 9782271122209



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

MUYARD, Frank. *Relations Taïwan-Chine : la nouvelle politique chinoise de Ma Ying-jeou* In : *L'Asie-monde : Chroniques sur l'Asie et le Pacifique 2002-2011* [en ligne]. Paris : CNRS Éditions, 2011 (généré le 27 mars 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editions-cnrs/11923>>. ISBN : 9782271122209. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.11923>.

---

# Relations Taïwan-Chine : la nouvelle politique chinoise de Ma Ying-jeou

*Frank MUYARD*

*Centre d'études français sur la Chine contemporaine*

*Novembre 2008*

L'élection en mars 2008 de Ma Ying-jeou à la présidence de la République de Chine (RDC) à Taïwan a amorcé un nouveau tournant dans les relations entre Taïwan et la Chine. Complétant la victoire du Kuomintang (KMT) aux législatives de janvier, le succès de Ma a ramené le KMT au pouvoir de l'exécutif taïwanais après huit ans de gouvernement de Chen Shui-bian et du Parti démocrate progressif (PDP) pro-indépendantiste<sup>1</sup>.

Derrière le slogan « pas d'unification, pas d'indépendance, pas de recours à la force », et l'engagement de ne pas conduire de négociations sur l'unification pendant la durée de son mandat, la nouvelle politique chinoise de Ma et du KMT est axée sur un rapprochement économique, symbolique et politique graduel avec la Chine avec quatre objectifs : baisser la tension politique et militaire dans le détroit de Formose, renforcer les liens économiques avec la Chine pour éventuellement aboutir à une forme de marché commun, contrer l'indépendantisme taïwanais et préparer les conditions favorables pour une possible unification future.

De fait, depuis l'inauguration de Ma le 20 mai 2008, l'essentiel du programme gouvernemental est centré sur les relations avec la Chine au détriment des relations avec les autres pays ou de la politique économique et sociale locale, la Chine étant considérée par le KMT comme la clé de toutes les opportunités économiques et politiques de l'île.

---

1. Cf. Frank Muyard, « Elections 2008 à Taïwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires », in *Perspectives Chinoises*, n°102, 1-2008, p. 82-98.

Renversant l'approche de son prédécesseur Chen, mais aussi de l'ancien président KMT Lee Teng-hui, Ma a refondé la politique chinoise de Taïwan sur la base de la reconnaissance du soi-disant « consensus de 1992 » et du principe d'une seule Chine sous la formulation « une Chine, différentes interprétations » (« *yizhong gebiao* »).

Ce changement, qui correspond aux demandes de Pékin, a permis la reprise du dialogue officiel entre les deux capitales à travers les entités semi-gouvernementales de la Fondation pour les échanges du détroit (SEF) pour Taïwan et de l'Association des relations à travers le détroit de Taïwan (ARATS) pour la Chine, et la finalisation rapide d'accords largement négociés par l'administration précédente. Ainsi, l'ouverture en juillet de liaisons aériennes charters directes les week-ends et l'accueil de touristes chinois venant directement de Chine ont officialisé les accords techniques achevés en 2007 mais dont Pékin retardait l'annonce dans l'attente du retour du KMT au pouvoir à Taïwan.

Taipei a aussi adopté une série de mesures unilatérales pour faciliter les relations économiques avec la Chine. Le gouvernement a ainsi étendu l'accès aux mini-liaisons directes (par les îles de Kinmen et Matsu), autorisé l'échange de la monnaie chinoise, le renminbi, à Taïwan, élevé le seuil maximum des investissements taïwanais en Chine, permis aux maires et gouverneurs de comtés taïwanais de voyager en Chine, assoupli les restrictions sur les investissements taïwanais dans des fonds étrangers ayant des actifs chinois, simplifié le processus d'accueil d'experts professionnels chinois à Taïwan, et assoupli les règles pour la mise en bourse de compagnies étrangères et l'investissement de fonds chinois à la bourse taïwanaise.

Ma et son gouvernement misent beaucoup sur cette nouvelle politique en raison de ses bénéfiques économiques escomptés. Ma a en effet été élu sur des promesses de relance économique, alors même que la croissance dépassait 5 % de moyenne sous le deuxième mandat de Chen Shui-bian, et les Taïwanais attendent du nouveau gouvernement qu'il réalise ses engagements d'une hausse rapide de leurs revenus et opportunités économiques. Elle n'est toutefois pas sans risque car sa réussite dépend largement du bon vouloir de Pékin mais aussi de l'impact incertain d'un accroissement de l'ouverture économique de Taïwan à la Chine, alors que l'île est déjà le pays de la région le plus intégré à l'économie chinoise en termes d'investissement et d'échanges commerciaux. Enfin car elle va bien au-delà des engage-

ments électoraux de Ma, tant pour sa rapidité que pour son ampleur. Ma a donc besoin de résultats concrets pour en justifier le bien-fondé. Or, tant au niveau économique qu'au plan diplomatique ou de la menace militaire, la réponse de Pékin est plutôt tiède et les résultats tangibles sont pour l'heure bien maigres.

L'ouverture de Taïwan aux touristes chinois et des liaisons aériennes directes, annoncées publiquement comme la solution miracle aux problèmes économiques de l'île, se sont avérées décevantes. Plutôt que les 3 000 touristes quotidiens promis par Ma, seulement 300 touristes chinois sont venus à Taïwan en moyenne par jour de juillet à septembre. Du côté international, en dépit de la « trêve diplomatique » annoncée par Ma sur la base de son concept de « non déni mutuel » entre les deux capitales, et malgré l'absence pour la première fois depuis 1993 d'une demande officielle de Taïwan d'entrée à l'Organisation des Nations unies, Pékin n'a offert ni flexibilité ni concession sur la participation de Taïwan aux instances et organes internationaux.

La politique chinoise de Ma est soutenue par les capitales occidentales même si l'inquiétude d'un alignement trop poussé de Taipei sur Pékin a amené le département d'État américain à rappeler à Taipei l'importance de ses relations avec les États-Unis. Mais il est clair pour tous qu'elle est vouée à l'échec si la Chine ne répond pas de façon significative aux demandes de la population taïwanaise d'une meilleure représentation internationale de l'île. Si la majorité des Taïwanais est en effet en faveur de la détente dans le détroit et du maintien actuel du *statu quo*, ils sont soucieux du respect de leur souveraineté et de leur indépendance, et ont soif de statut et de reconnaissance internationaux. La balle est désormais dans la Cour de Pékin qui doit montrer qu'il n'est pas l'obstacle principal à l'amélioration des relations dans le détroit. Des avancées concrètes d'ici l'été prochain, notamment lors de la réunion annuelle de l'Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, ou aux prochains sommets de l'APEC au Pérou en 2008 et à Singapour en 2009 seront indispensables pour convaincre les Taïwanais de la validité de l'approche de Ma.

Préoccupant également pour nombre de Taïwanais, et pas seulement pour les 41 % qui ont voté contre lui, est la quasi-disparition depuis mai du discours taïwano-centré de Ma et sa substitution par un nouveau discours « nationaliste chinois » mettant en avant la Répu-

blique de Chine et la grande nation chinoise (*zhonghua minzu*). De la part du Kuomintang, ce n'est pas vraiment une surprise, tant les éléments unificationnistes ont pris de l'ascendant dans le parti depuis 2004 et la réintégration graduelle des politiciens du Nouveau parti chinois (NP) et du Parti du peuple (PP) issus des anciennes factions anti-Lee Teng-hui du KMT. De fait, depuis le voyage de Lien Chan en Chine en 2005, le KMT s'est officiellement allié au Parti communiste chinois (PCC) pour combattre l'indépendantisme taïwanais, donnant clairement priorité à l'union d'une nation chinoise postulée aux dépens de la décision démocratique et du souhait éventuel des Taïwanais en faveur d'une nation taïwanaise distincte.

Ma n'a pourtant pas été élu sur un programme de réunification, ni de nationalisme chinois. Il a fait au contraire une campagne centrée sur son identité taïwanaise, la défense de la souveraineté de Taïwan en tant que République de Chine, et sur l'engagement que l'avenir de Taïwan ne pourrait être décidé que par les seuls 23 millions de Taïwanais. Il semble cependant avoir opté maintenant pour une politique délibérée de promotion de la République de Chine et de ravalement de Taïwan à une simple composante de celle-ci. La différence sémantique est importante : si Chen et Lee Teng-hui soulignaient que « Taïwan, c'est la RDC et que la RDC c'est Taïwan », Ma ne souscrit qu'à la première partie de l'affirmation. Adoptant une perspective constitutionnaliste étroite, il considère en effet que Taïwan n'est qu'une région de la RDC dont le territoire inclut aussi formellement la Chine continentale. Les relations entre Taïwan et la Chine ne sont donc pas pour Ma des relations d'État à État comme pour Chen Shui-bian (un pays de chaque côté du détroit, *yi bian yi guo*), ni des relations spéciales d'État à État (*teshu guo yu guo guanxi*) comme pour Lee Teng-hui, mais des « relations spéciales de région à région égales » (« *duideng diqu dui diqu teshu guanxi* ») dans le cadre de la Constitution de la RDC<sup>2</sup>.

Ma opère de ce fait un retour au cadre idéologique et politique du Kuomintang pré-Lee Teng-hui, alors dominé par la minorité conti-

---

2. Cf. Ko Shu-ling, "'State to state' theory is dead, Ma says", in *Taipei Times*, 4 september 2008, and Ko Shu-ling, "Ma refers to China as ROC territory in magazine interview", in *Taipei Times*, 8 october 2008.

mentale arrivée après 1945 sur l'île (comme sa propre famille). Il tend à éliminer ou à ignorer les vingt dernières années d'évolution politique, sociologique et diplomatique caractérisées par l'affirmation de l'identité puis du nationalisme taïwanais et par l'accroissement de la présence de Taïwan sur la scène internationale en dépit des limites imposées par Pékin. Cela implique aussi un refus de reconnaître l'importance des amendements constitutionnels des années 1990 qui ont réduit de fait la souveraineté de la RDC aux seuls territoires sous son contrôle et limité l'exercice démocratique dans l'élection de l'Assemblée nationale et du président de la RDC à la seule population de ces territoires, à savoir Taïwan (incluant l'archipel de Penghu) et les îles de Kinmen et de Matsu.

Le problème de cette rhétorique pro-chinoise, outre sa déconnexion avec la réalité du terrain et le décalage avec son propre discours électoral, est qu'elle va à contre-courant de l'évolution socio-politique de Taïwan et de sa population. Comme l'indique un sondage de septembre 2008, désormais 50,6 % des Taïwanais (contre 34,1 %) soutiennent l'établissement futur d'un nouvel État taïwanais indépendant. Ils sont par ailleurs 66,3 % à s'opposer à l'unification avec la Chine même dans le cas où celle-ci posséderait les mêmes conditions politiques, sociales et économiques que Taïwan (contre seulement 16,2 % qui le souhaitent), soit un bond de 15 % en deux ans et de 28 % en quatre ans<sup>3</sup>.

L'évolution de la société taïwanaise continue en effet de se faire différemment de celle de la Chine. Alors que certains pensaient que les deux sociétés se rapprocheraient sous l'effet des échanges et du capitalisme, elles ont eu au contraire tendance à s'éloigner davantage avec la démocratisation et le renouvellement des générations. Certes, le nombre important de Taïwanais travaillant en Chine a engendré une intensification des contacts entre les populations des deux pays. Mais cela ne les rend pas nécessairement plus proches des Chinois ou partie prenante de la même communauté de vie. Cela a aussi engendré une meilleure prise de conscience des différences entre les sociétés : modes de vie, éducation, habitudes comportementales, rapport à l'autre, ouverture au monde, appréciation des cultures et pays étran-

---

3. "Survey on Ma's Administration and Foreign Policy", in *The Global Views Monthly*, n°268, October 2008.

gers (notamment des États-Unis et du Japon), système de protection sociale et de santé, État de droit, et par dessus tout liberté politique et démocratie.

Pour Ma, les relations avec la Chine s'avèrent plus complexes qu'espérées, notamment du côté de Pékin, tandis que l'argument économique en faveur de meilleurs rapports avec la Chine apparaît à ce jour au mieux comme creux. Avec 25 % de soutien contre 60 % juste après son élection, la cote de popularité de Ma est au plus bas, emportée par les difficultés économiques de l'île et un gouvernement de technocrates peu compétents dans la gestion des crises de l'été (baisse du pouvoir d'achat, typhons, produits laitiers toxiques chinois, crise financière, etc.). Pour redresser la barre, Ma devra probablement s'attacher à mieux représenter les souhaits de la majorité des Taïwanais qui privilégient le développement et les intérêts de Taïwan plutôt qu'un rapprochement accéléré avec la Chine.